



Saint-Jean-d'Angély, le 12 décembre 2025

DÉCISION DU MAIRE
N° 2025_ST_DEC70

La Maire de la Ville de Saint-Jean-d'Angély,

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° D17 du Conseil municipal de Saint-Jean-d'Angély du 28 septembre 2023 portant délégation du Conseil Municipal à Mme la Maire pour demander à tout organisme financeur l'attribution de subventions dans la limite d'un montant de subvention de 2 000 000 € par fonds sollicité et par projet,

Considérant qu'à la suite de la présentation de l'Avant-Projet (AVP) par la maîtrise d'œuvre Besson Bolze choisie en vue de la restauration d'un édifice à pans de bois du XVème siècle inscrit au titre des Monuments Historiques, la Ville a pour projet de conserver et de restaurer cet immeuble patrimonial, appelé la Maison Bonnet

Considérant que l'investissement total nécessaire à la réalisation du projet s'élève à 1 503 939 HT €,

Considérant que cette opération est éligible à la dotation de la Région au titre de la conservation et de la restauration du patrimoine, soit une assiette éligible de 1 503 939 HT €,

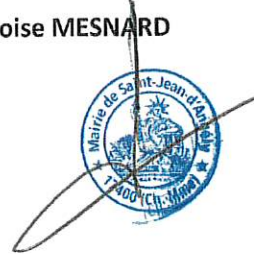
D É C I D E**Article 1 :** De solliciter le soutien de la Région, selon le plan de financement prévisionnel suivant :

PLAN DE FINANCEMENT					
Financeurs	Statut	Base subventionnable	Montant H.T	Taux intervention base subventionnable	Taux intervention réalisation
Ville		1 503 939,00 €	789 814,00 €		52%
DRAC (au titre de l'inscription MH)	en cours	1 377 799,00 €	413 339,00 €	30%	27%
Région	en cours	1 503 939,00 €	300 787,00 €	20%	20%

Article 2 : La présente décision prise en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales fera l'objet d'un compte-rendu pour notification à la prochaine séance du Conseil municipal

La Maire,
Conseillère régionale,

Françoise MESNARD



Cette décision pourra faire l'objet d'un recours administratif ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.